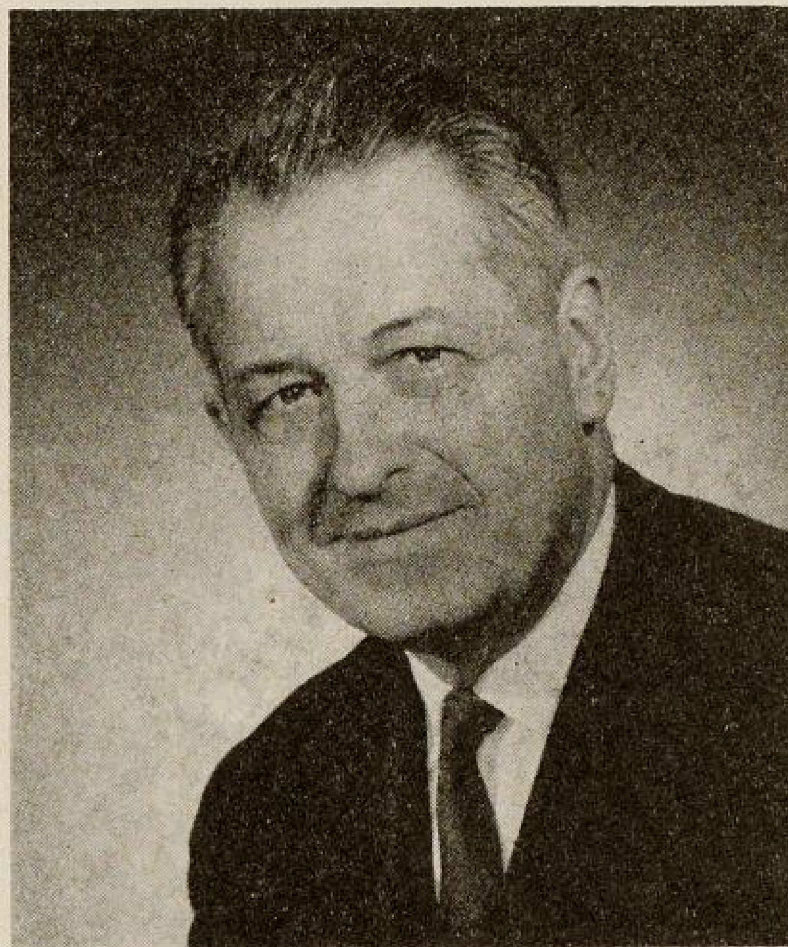
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 18 NOVEMBRE 1962

DÉPARTEMENT DU LOIRET
1re circonscription (Orléans-Est)

Électeurs, Électrices,



Il y a quatre ans, presque jour pour jour, la Nation française approuvait l'accession au pouvoir du Général de Gaulle et les institutions que son gouvernement proposait au Pays, par 80% des suffrages.

Hier le Sénat, les grands conseils de l'Etat : Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, approuvé par la Cour de Cassation, et la majorité des Députés, s'unissaient, au-dessus des partis politiques pour alerter l'opinion et défendre la Démocratie, menacée par le Chef.

En réponse à cet appel les résultats du nouveau référendum de dimanche, montrent une chute du « oui » par rapport aux précédentes consultations : 46,44 % des inscrits, 61,75 % des suffrages exprimés. Le nombre des abstentions a atteint près de la moitié des voix du " oui ".

Le peuple de France, en donnant au Général de Gaulle une réponse **réservée,** signifie aujourd'hui à ce dernier qu'il ne veut pas se laisser entraîner sur la voie du pouvoir personnel : c'est un frein à la montée vers le pouvoir absolu qu'une violation répétée de la constitution rendait inéluctable.

Dans une démocratie, **le bon équilibre des pouvoirs doit être maintenu.** Ceux-ci ne peuvent être monopolisés par l'exécutif au mépris des règles constitutionnelles, sans apporter le chaos ou la dictature.

C'est ce que le peuple français, dans sa sagesse et son bon sens, a senti en répondant comme il l'a fait.

Si le référendum du 18 octobre permet à de Gaulle de rester au pouvoir, **il lui signifie qu'il ne peut gouverner seul,** ni **avec l'unique appui de son parti « inconditionnel » : l'U. N. R.**

Vous êtes maintenant appelés, le 18 novembre prochain à élire votre Député et à contrôler à travers lui, l'usage que l'exécutif entend faire des règles constitutionnelles que vous avez vous-mêmes votées.

Il est bien certain que ce contrôle, ne peut efficacement être exercé par un « Inconditionnel » qui favorisera ou s'inclinera toujours devant les volontés têtues du chef ; **mais par un vrai démocrate, décidé certes à travailler avec lui mais à respecter la Constitution.**

A cette mission de contrôle, s'ajoute pour votre député une mission constructive.

Il est grand temps de tourner la page et d'affronter les vrais problèmes de la nation non encore résolus.

Le sujet du dernier référendum était un faux problème.

Les vrais problèmes de la France s'appellent :

Logement, salaires des travailleurs, **écoles, fonction publique, problèmes de la jeunesse, vieillards, hôpitaux, revenus agricoies, réfugiés,** réforme de la **fiscalité, crédit** des routes et des canaux, **coût de la vie,** sort du **commerce,** de l'**artisanat** et des **professions libérales, régionalisation, information, paix civile.**

Au regard de cela, les solutions qu'on nous apporte ont nom : **police, force de frappe,** élection du Président de la République.

Sur le plan local, comme dans la France entière, tout doit être mis en œuvre pour un développement économique harmonieux.

L'**industrie** décentralisée permettra au **commerce** et à l'**artisanat** de prospérer.

La libre entreprise dans tous les secteurs doit être défendue, elle est le dernier rempart contre le collectivisme.

Quant à l'**agriculture,** il lui faut sortir du marasme et reprendre sa véritable place. Un gouvernement qui abaisse les prix agricoles et comprime les salaires ne peut se dire ni démocratique, ni social.

Il est nécessaire de restituer l'indexation des prix agricoles (injustement abolie en 1958) si l'on veut que les campagnes cessent de se dépeupler et si l'on prétend rendre à ce secteur, avec la parité, sa prospérité.

Mais il faut aussi que le **marché commun** agricole soit enfin loyalement et totalement appliqué aussi bien que le marché commun industriel ou la C. E. C. A.

La notion d'une petite Europe ne nous convient pas. Nous souhaitons une réalisation rapide et totale du marché commun, même élargi, car il préfigure l'Europe de demain, seule garantie efficace de la paix mondiale. **Europe intégrée** mais non Europe des Patries.

De récents événements ont prouvé qu'il est plus que temps de s'attacher à une telle réalisation mille fois plus riche d'avenir que la fabrication d'une « force de frappe » déjà dépassée.

Nous pensons à tout ce qui pourrait être réalisé grâce à l'économie de milliards consacrés à ce déraisonnable projet.

Combien de Français, même dans notre département, pourraient résoudre le problème du **logement** ? Où réside le véritable prestige d'une nation, sinon dans le bien-être de ses citoyens et dans sa paix sociale ?

Combien d'enfants pourraient prendre dans les **écoles** la place qui leur est actuellement refusée ?

Ce gouvernement qui se prétend stable en est à son huitième ministre de l'éducation nationale, sans que soit pour autant résolue la question scolaire, faute d'un budget suffisant.

Combien de vieillards enfin, pourraient obtenir la **retraite décente** et la maison de repos qu'on leur promet depuis longtemps, alors qu'en fait leurs ressources ne cessent de s'amenuiser ?

Le **fonds de Solidarité,** qu'alimentent toujours les droits de la **vignette** automobile a été depuis quatre ans détourné de son but. Créé pour subvenir aux besoins des vieillards il aurait dû leur permettre de vivre décemment leurs dernières années.

Et dans toute cette législation sociale, comment ne pas penser aux **mères de famille** continuellement absorbées par les soucis quotidiens d'un foyer aux revenus trop modestes devant la hausse constante du coût de la vie.

Un **salaire** trop mesuré pour le mari. Les quelques augmentations du salaire minimum consenties dans les périodes électorales, n'ont fait que maintenir dans la gêne les travailleurs qui s'y trouvaient déjà, sans pour autant donner aux autres travailleurs le bien-être auquel ils ont droit.

L'atmosphère sociale est lourde par la faute de gouvernants qui se parent des mérites d'une expansion économique dont les simples citoyens ne récoltent pas les fruits.

Ma profession, mon mandat de Conseiller général, me permettent de constater quotidiennement, les faiblesses du régime actuel et de concevoir la lutte à mener contre l'injustice sociale.

Je ne saurais clore ce programme sans dire quelques mots d'un problème douloureux au cœur de tous les Français.

Sans doute la guerre d'Algérie s'est-elle terminée, mais pas de la manière que les élus inconditionnels eux-mêmes, nous promettaient il y a quatre ans. Les électeurs s'en souviennent.

Pour nous qui ne nous attachons pas à un homme, eût-il un passé glorieux, mais qui pensons avant tout à la Patrie, nous voulons œuvrer pour que les plaies se referment, pour que **nos frères rapatriés** et ceux dont le sort est encore incertain sur le sol d'**Algérie**, retrouvent l'espoir dans une France réconciliée, pour que la France continue dans une **Afrique amicale et pacifiée** à tenir son rôle civilisateur.

Ces grands problèmes sont les vôtres, rien de ce qui vous préoccupe ne m'est étranger.

Vice-Président du Conseil général depuis 17 ans, Président de la Commission des finances de l'Assemblée départementale, j'ai essayé sur le plan local, de les résoudre dans le cadre de mes moyens en me souciant toujours des possibilités financières du contribuable.

Le Député que vous choisirez ne peut à l'avance être prêt à toutes les soumissions inconditionnelles.

Il doit rester un **homme libre,** travaillant au-dessus des querelles de partis, à la rénovation du Pays dans un monde qui bouge.

Rester le gardien vigilant de la Constitution, ce n'est pas faire comme certains le prétendent, de l'immobilisme. Toutes les rénovations peuvent et doivent se faire suivant des règles constitutionnelles établies, puisque la Constitution que vous avez votée, prévoit même sa propre modification.

C'est cela la Démocratie !

Hommes et Femmes de la 1re Circonscription, vous êtes responsables de l'avenir de vos enfants. Vous soutiendrez ceux dont le passé garantit la fidélité à l'idéal démocratique et républicain.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Louis PETIT

Négociant,
Maire de Saint-Jean-de-Braye.

Docteur Jean GROSBOIS

Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre,
Ancien adjoint au maire d'Orléans,
Vice-président
de l'Assemblée départementale,
Président de la Commission des Finances
du Conseil général.

Candidat du Rassemblement des Gauches Républicaines

Vu, le Candidat.

IMP. DU BOURDON-BLANC - ORLÉANS